

Organisateur de l'activité

- **Nom**
Dobrevva
- **Prénom**
Vyara
- **Adresse**
28 rue Serpente, 75006 Paris
- **Raison sociale**
Association du Master Affaires européennes de la Sorbonne

Informations pratiques

- **Intitulé de l'activité**
Soirée Décodeurs : Stop aux idées reçues sur l'Europe !
- **Description de l'activité**
Soirée Décodeurs suivie d'une consultation citoyenne
- **Date et heure**
24 octobre 2018, 19h-21h
- **Lieu**
Sorbonne Université, 1 rue Victor Cousin, 75005 Paris
- **Nombre de participants**
80
- **Catégories de publics présents**
Etudiants, professeurs, personnes curieuses, personnes eurosceptiques

- **Nom des intervenants ou des grands témoins s'étant exprimés**
 - Baudouin Baudru, chef adjoint de la représentation de la Commission européenne en France
 - Jérôme Quéré, responsable du centre d'informations Europe Direct, Maison de l'Europe de Paris
 - Veronika Milewski, Direction des Affaires européennes, EDF

Synthèse de l'activité

- **Thèmes évoqués**
 - démocratie
 - communication
 - éducation
 - gestion des fonds européens
- **Questions / attentes / problèmes soulevés**

Face à l'indifférence envers l'Union européenne (UE) relevé par la modératrice étudiante du master Affaires européennes de Sorbonne Université, Veronika Milewski rappelle que les consultations citoyennes visent à impliquer le grand public pour qu'il transmette ses insatisfactions, afin d'aboutir à des propositions sur l'Europe de demain. Nous pouvons résumer ces réflexions en quatre points : démocratie, communication, éducation et gestion des fonds européens.

1) Démocratie

Pour avoir l'Europe de leur choix, les intervenants encouragent le public à voter aux élections européennes. Il ne faudrait pas, pour Baudouin Baudru, se retrouver dans une situation similaire à celle des jeunes citoyens britanniques qui réclament désormais un deuxième référendum sur le Brexit en descendant dans la rue.

Toutefois, une participante considère que voter tous les cinq ans n'est pas suffisant pour faire entendre sa voix. Les initiatives citoyennes sont un bon moyen de le faire, pour Baudouin Baudru et Jérôme Quéré : dès lors qu'un million de signatures sont réunies, la proposition est soumise à la Commission européenne. De plus, Jérôme Quéré souligne que les citoyens ont plus de pouvoir qu'ils ne le pensent, notamment via les réseaux sociaux. Par exemple, en aimant et partageant les publications de Greenpeace sur le continent de plastique, les citoyens ont initié l'action des gouvernements.

Par ailleurs, un participant s'est interrogé sur la signification du terme « Europe des nations ». Pour Jérôme Quéré, il faudrait la demander directement aux responsables politiques qui en font usage, et au-delà de l'idée, ce qu'ils entendent concrètement.

2) Communication

Pour Baudouin Baudru, plus que voter, il faut aussi informer le grand public de l'action de l'UE : plus il y aura de demandes, plus il y aura de moyens pour développer des

campagnes de communication.

En effet, une participante relève que la méconnaissance de l'UE la place en bouc émissaire des responsables politiques. Ces derniers ont une responsabilité en limitant la place de l'UE dans le débat public. La participante pense que le sujet européen finira comme le climat : les citoyens prendront le relais du débat, à travers des marches par exemple.

Pour Baudoïn Baudru, il est vrai que l'action de l'UE est peu visible. On voit certes souvent le drapeau de l'UE, mais peu les projets qu'elle finance : par exemple, un quart des Restos du Cœur est financé par l'UE, mais l'association ne communique pas là-dessus.

Un autre participant regrette que la communication européenne repose trop souvent sur les faits et l'explication de son fonctionnement, et non sa vision. Dès lors, il propose la technique marketing du storytelling : pour promouvoir un logiciel complexe par exemple, on ne détaillera pas son fonctionnement mais on racontera l'histoire d'un client dont l'entreprise prospère grâce au logiciel. Pour l'Europe, il s'agira de raconter comment la mise en commun du charbon et de l'acier des six pays fondateurs a permis de mettre fin à des centaines d'années de guerre. Cette narration permettrait de créer de l'affection pour l'UE en plus d'être un moteur pour intéresser le grand public. Le participant note par ailleurs que pendant la conférence « Décodeurs » qui a précédé, il a été choqué par l'idée reçue « l'UE est aux mains des lobbys » et n'a pas osé lever la main pour par peur d'être jugé.

Baudoïn Baudru est d'accord : les institutions et le processus législatif européen sont trop souvent évoqué pour parler d'Europe. Preuve en est, ce dernier a été évoqué au début de la conférence pour expliquer que les grands ensembles de pays ne décident pas à la place des petits et inversement. Ce qui importe, c'est plutôt d'expliquer pourquoi on est ensemble : les valeurs, le haut niveau de normes communes permettant le progrès de tous les pays membres ; l'intérêt de nombreux pays des Balkans d'entrer dans l'UE car cela garantirait un saut qualitatif et une perspective de développement.

Pour Baudoïn Baudru, la raison est évidente du fait de son histoire familiale : l'Europe était la solution. Toutefois, l'évidence est moindre pour les jeunes qui n'ont pas connu la guerre.

3) Education

Une participante soulève la difficulté d'un vote informé aux élections européennes, alors même que tous les citoyens devraient être en mesure de comprendre l'UE. Pour une autre participante, cela transparaît dans toutes les interventions du public de la conférence : l'UE est méconnue, sauf pour les personnes qui l'étudient. Pour elle, cela doit passer par un meilleur apprentissage de l'UE : en France, elle est abordée dans le cadre de l'éducation civique, s'il reste du temps à la fin de l'année. Un autre participant regrette que l'apprentissage de l'histoire soit franco-centré alors que d'autres pays européens, comme la Finlande, apprennent l'histoire des autres Etats européens. Il fallait montrer que la France n'était pas seule dans le monde et que l'Europe était un tout. Jérôme Quéré signale l'initiative d'un livre d'histoire franco-allemand qui a échoué, par manque d'appropriation du monde enseignant.

Baudoin Baudru note qu'un tel changement dans l'apprentissage de l'UE doit avoir lieu au niveau national et non européen, qui n'en a pas le mandat. Jean-Michel Blanquer, le ministre de l'éducation nationale, se déclare très pro-européen : Jérôme Quéré propose alors de l'interpeller sur les réseaux sociaux pour changer l'apprentissage de l'Europe en ce sens.

De même, un autre participant considère qu'il faudrait d'autant plus sensibiliser les jeunes que la réflexion sur l'Europe sous forme de consultations citoyennes ne dure que quelques mois, dans l'indifférence. Jérôme Quéré souligne que toute l'année, des associations font des interventions sur l'UE dans les écoles, comme les Jeunes européens et la Maison de l'Europe. Il en va de même pour le master Affaires européennes de Sorbonne Université : la modératrice a par ailleurs remarqué que les élèves de primaires semblent mieux connaître l'Europe que les lycéens, une certaine curiosité face à l'UE se serait ainsi effacée.

4) Gestion des fonds européens

Un participant relève que les subventions européennes proviennent des contribuables français, puis reviennent en France. Il ne comprend alors pas le rôle de l'UE dans ce processus, et pourquoi les subventions françaises ne pourraient pas être redistribuées directement en France.

Baudoin Baudru remarque que c'est une critique récurrente, notamment à l'heure des élections européennes. Les fonds européens, composés du financement de plusieurs Etats, permettent à un pays de recevoir plus de fonds que s'il s'autofinçait. À titre d'exemple de programmes européens avantageux pour la France, Baudoin Baudru cite : le Fonds social ; la Politique agricole commune grâce à laquelle la France est première de l'UE dans la production agricole et l'industrie agro-alimentaire ; le projet de réacteur à fusion nucléaire ITER en Provence française ayant créé des contrats de 3 milliards d'euros ; le plan Juncker dans les infrastructures et logements sociaux.

Pour Jérôme Quéré, certains projets européens n'auraient jamais été financés par le gouvernement français. Par exemple, les organisations de jeunesse organisant des échanges pour les jeunes défavorisés, dont il faisait lui-même partie, permettent par l'échange de comprendre l'unité de l'Europe.

Pour le même participant, un tel programme sous-entendrait qu'il faut créer un sentiment d'appartenance qui n'existe donc pas. Pour Jérôme Quéré, dès lors qu'un destin en commun a été choisi, il faut désormais apprendre à se connaître.

- **Pistes de proposition formulées**

- 1) Démocratie

- Encourager le grand public à aller voter aux élections européennes
- Informer sur le pouvoir des citoyens : initiatives citoyennes et réseaux sociaux

- 2) Communication

- Donner une plus grande place à l'UE dans le débat politique et médiatique
- Renforcer la communication : rendre visible les financements européens, utiliser le

storytelling pour expliquer le « pourquoi » et non le « comment » de l'UE

3) Education

- Donner une dimension européenne aux programmes scolaires français : attribuer une plus grande place à l'UE et élargir l'étude de l'histoire aux autres pays européens
- Soutenir les interventions d'associations sur l'UE dans les écoles

4) Gestion des fonds européens

- Informer sur la formation et l'attribution des fonds européens

Facultatif

- **Commentaires sur le déroulé de la Consultation**
[Not answered]